

Déclaration Liminaire

du CSA SPIP du 13 janvier 2026

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 13 janvier 2026

Monsieur le Président,

L'UFAP UNSa Justice souhaite, en préambule de ce Comité Social d'Administration, adresser ses vœux les plus sincères à l'ensemble des personnels de l'Administration Pénitentiaire. Des vœux de santé, de courage et de reconnaissance, tant l'année qui s'ouvre s'inscrit dans contexte pénitentiaire de plus en plus dégradé.

En ce début d'année, le constat est sans appel. Les chiffres parlent d'eux-mêmes et atteignent désormais des niveaux stratosphériques : **plus de 86 000 personnes détenues incarcérées dans nos établissements pénitentiaires. Le milieu ouvert est quant à lui littéralement embolisé avec plus de 180 000 personnes suivies au sein des 103 SPIP d'Hexagone et d'Outre-mer.**

Cette réalité traduit une surpopulation pénale chronique et une surcharge de travail devenues structurelles, sans augmentation des moyens alloués à nos services pour qu'ils soient à la hauteur des enjeux.

Sur le plan des effectifs, l'inquiétude est totale ! À ce jour, aucune visibilité claire n'est donnée aux personnels. Aucun signal fort n'est envoyé en matière de recrutement. Aucun plan massif de résorption et de créations d'emplois !

Ces mesures, pourtant indispensables au bon fonctionnement d'un service public de qualité ne semblent toujours pas à l'ordre du jour. Seuls importent les projets politiques de la Chancellerie : des EGIP cadencés, une loi S.U.R.E (Sanction Utile Rapide et Efficace), aussi incertaine dans ses pistes de réflexion que dans les futurs débats au sein de la représentation nationale...

L'UFAP UNSa Justice CONDAMNE, cette absence de perspectives incompréhensible et irresponsable au regard des missions confiées et des réalités du terrain !

Dans ce contexte délétère, **l'UFAP UNSa Justice** se doit également de **DÉNONCER l'incapacité de l'Administration à protéger ses agents.** Protéger les personnels sur le plan sécuritaire, mais aussi sur le plan professionnel et institutionnel ! **Aujourd'hui, trop souvent, les personnels se retrouvent exposés, fragilisés, voire livrés à la vindicte médiatique** (*l'article de la voix du Nord du 16 Décembre dernier, exposant médiatiquement un personnel du SPIP en est un exemple criant*), **sans que l'Administration ne soit en mesure d'apporter une réponse claire, rapide et protectrice.**

Pire encore, elle se montre parfois absente, laissant les personnels seuls face aux attaques, aux mises en cause et aux pressions.

Pour l'UFAP UNSa Justice, cette situation n'est plus acceptable. Les personnels pénitentiaires ne peuvent pas être la variable d'ajustement d'un système à bout de souffle !

Pour cette nouvelle année, l'UFAP UNSa Justice EXIGE une véritable prise de conscience de la part de la DAP et du Ministère ! L'Administration doit apporter aux personnels les moyens de travailler et assurer son soutien inconditionnel lorsqu'ils sont mis à mal ! C'est une condition indispensable au bon fonctionnement du service public pénitentiaire et au respect de l'État de droit.

Les élus du CSA SPIP